

## Décision du Maire

N° 2026-D-214

**Objet : Acte modificatif n°1 de l'accord-cadre n° A250504 - Collecte, transport et traitement des déchets du marché de la gare.**

Le maire de la commune,

**VU** le Code général des collectivités territoriales, notamment l'article L.2122-22,

**VU** le Code de la commande publique,

**VU** la délibération du Conseil municipal en date du 25 mai 2020, portant délégation au Maire, notamment pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget,

**VU** la décision 2025-D-136 du 19 juin 2025 adoptant le marché n° A250504 relatif à la collecte, transport et traitement des déchets du marché de la gare conclu avec la société SEMACO, μ

**CONSIDERANT** que le présent acte modificatif rectifie une erreur matérielle de rédaction à l'article 4.1 du Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et doit être désormais lu comme suit : « L'accord-cadre est conclu pour une période de 1 an à compter de la date de début d'exécution des prestations ou, si celle-ci est postérieure, à compter de sa date de notification.»,

**CONSIDERANT** que le présent acte modificatif entre en vigueur à compter de sa date de notification,

**CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de conclure un acte modificatif afin de contractualiser ce changement,

**CONSIDERANT** l'acte modificatif n°1 établi en ce sens,

### DECIDE

**ACCEPTER** l'acte modificatif n°1 avec la société SEMACO, sise 72 Boulevard des Corneilles – 94100 Saint-Maur-des-Fossés, relatif à la modification précitée au CCAP. Les autres dispositions de l'accord-cadre restant inchangées.

**DE SIGNER** l'acte modificatif n°1 de l'accord-cadre n°A250504 qui n'a aucune incidence financière sur le montant maximum pour la durée totale de l'accord-cadre.

Ampliation de la présente décision sera transmise à :

- Monsieur le Préfet de Seine-et-Marne,
- Monsieur le Directeur général des services de la mairie,
- Monsieur le comptable public assignataire de Chelles,

Qui sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

La présente décision est rendu exécutoire à compter de sa télétransmission au contrôle de légalité et de sa publication en ligne sur le site internet de la mairie de Pontault-Combault.

**Voies et délais de recours :**

En application de l'article L.411-2 du Code des relations entre le public et l'administration, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux formé auprès du Maire dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou affichage ou notification à l'adresse suivante : 107 avenue de la République 77340 PONTAULT-COMBAULT.

En application de l'article R.421-1 du Code de justice administrative, un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Melun - sis 43 Rue du Général de Gaulle, 77000 Melun - dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou affichage ou notification, ou dans un délai de deux mois à compter de la réponse du Maire si un recours gracieux a été introduit. Ce recours contentieux peut être formulé par voie dématérialisée via l'application « télérecours citoyens » (accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)).

Pour extrait certifié conforme  
Fait en mairie, le 22 octobre 2025

  
Gilles BORD  
Maire de Pontault-Combault



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

077-217703735-20251024-2025-D-214-CC

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 24/10/2025

Publication : 24/10/2025